

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :  
B.P. 286 - 13211 Marseille Cédex 1  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :  
« le prolétaire »  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
« le prolétaire »  
1 an : 15 F (150 FB)  
6 mois : 8 F (80 FB)  
pili fermé : 27 F et 14 F  
par avion : 25 F et 13 F  
« programme communiste »  
1 an : 15 F (150 FB)

11<sup>e</sup> ANNEE — N° 160  
5 au 18 novembre 1973

LE NUMERO :  
0,80 F

## LA FARCE SANGLANTE DU MOYEN-ORIENT

# CYNISME D'UNE GUERRE, CYNISME D'UNE PAIX

Le n-ème conflit du Moyen-Orient passera à la postérité comme un monument de cynisme bourgeois.

Cynisme des « super-grands » tout d'abord. Il est clair en effet, d'après les journaux eux-mêmes, que de la première à la dernière minute, et sans que cela les ait empêchés de lancer de vertigineux ponts aériens pour ravitailler en armes ultra-modernes et ultra-meurtrières les deux « parties » belligérantes, les deux gendarmes mondiaux de l'impérialisme sont constamment restés en contact étroit et ont agi en parfait accord.

Massacrez-vous, se sont-ils dit sans l'ombre d'un doute, dans les « batailles les plus importantes et les plus sanglantes de l'histoire contemporaine », vous expérimenterez ainsi pour notre compte, mieux que sur le difficile théâtre d'opérations vietnamien, les découvertes les plus récentes de la technique du massacre humain, en nous aidant en même temps à sauver la face. La paix ? Nous l'avions dans notre poche dès le début et nous la décrétons quand cela nous arrange ! Défenseurs en paroles, l'un de la « juste cause nationale » des Arabes, l'autre de la « juste cause démocratique » des Israéliens, tous deux sont en réalité intervenus, avec leurs bombes et leurs rameaux d'olivier, uniquement pour défendre leur propre cause, celle de leur condominium sur la terre entière. Grands-prêtres de la démocratie et de l'ONU, ils ont imposé non seulement aux Arabes et aux Israéliens, mais à

toute la clique des nations qui siègent au Palais de verre, leur diktat en disant : c'est comme ça et pas autrement. Et le cynisme des « décisions » de paix de l'ONU, qui s'avouent « ambiguës » (comme la fameuse « résolution 242 » de novembre 1967 à laquelle chacun fait dire ce qu'il veut) et ne serviront qu'à fournir de nouveaux prétextes à de nouveaux conflits, n'est dépassé que par la comédie de la « Grande Alerte ». Face aux réticences et aux mécontentements provoqués par leur entente manifeste (qui n'exclut pas, bien sûr, les tours joués par en-dessous), Russes et Américains ont fait semblant d'être prêts à en venir aux mains : « Silence dans les rangs ! Et remerciez-nous de sauvegarder la Paix du monde ! » Kissinger a bien mérité un second prix Nobel fleurant la dynamite, à partager avec Kossyguine : c'est le triomphe des Metternich modernes, l'âge d'or de la nouvelle Sainte-Alliance à deux.

Cynisme de l'Egypte. Après s'être débarrassé du romantisme national nassérien vaguement assaisonné de super-nationalisme arabe et de super-bigoterie islamique, Sadate est entré en guerre avec un seul objectif : recouvrer les frontières de l'Etat. Allié de la Syrie, il n'a pas bougé quand celle-ci reculait, et s'est mis en mouvement quand l'autre restait sur place. Il a fait sa guerre privée, il fera sa paix de la même façon. Que les morts (Nasser en tête) enterrent les morts !

Cynisme d'Israël. Celui-ci a spéculé sur l'agression « subie », tout comme en 1967 il avait spéculé sur l'agression « voulue », transfigurant l'une et l'autre dans la lumière mystique de la légitime défense, et de la sauvegarde à tout prix de la démocratie. Israël jurait sur la Bible pendant que l'Egypte jurait sur le Coran. Rien de tel que la bénédiction céleste pour justifier les missiles sol-sol et air-air...

Cynisme des différents Etats arabes. Divisés quand, dans les années 60, le conflit avait un vernis révolutionnaire-bourgeois — rhétorique, certes, mais non dépourvu d'élan — et entraînait nécessairement, par-dessus les Etats et les dirigeants, ce facteur peu commode et dangereux

que constituent les masses payannes et salariées, ces Etats se sont retrouvés tous « unis » dès que la guerre a fait faire un bond aux cours de leur atout maître, le pétrole. Leur « unité » n'a pas dépassé le chantage aux prix forts et les affaires d'or, et l'envoi de contingents miteux et « symboliques » ; le symbole prend d'ailleurs un tout autre sens, s'il est vrai — comme le rapporte la presse italienne, que nous n'avons aucun mal à croire en l'occurrence — que les Marocains, les Saoudiens et les Irakiens envoyés parcimonieusement sur le front étaient des opposants à leurs gouvernements qu'on a expédiés se faire providentiellement massacrer, de la même façon que Cromwell avait envoyé les encombrants Niveleurs moisir dans les marais et les bruyères irlandais. Tout aussi « symbolique » est le fait indéniable que les plus ardents partisans de la cause « nationale » et les plus empreints d'esprit « religieux » n'ont pas été ceux qui bavardent de révolution, comme Khadafi, ou de socialisme, comme Boumediène, mais les dirigeants les plus réactionnaires du monde arabe, ceux qui parlent le langage pittoresque des corvées féodales auquel se mêle l'autre langage, froid et réaliste, des royalties ultra-bourgeoises.

Cynisme des Etats européens, dont l'unique préoccupation est de ne pas avoir froid et de ne pas devoir aller à pied cet hiver faute de pétrole. Cynisme de leur presse qui a (finalement) découvert que les Arabes sont parvenus au rang de « civilisés »

depuis qu'ils peuvent faire montre d'une armée professionnelle aux rouages bien huilés, flanquée d'une diplomatie habile et sans scrupules et assistée d'une police capable de tenir, et s'il le faut de massacrer, paysans en révolte et ouvriers en grève. C'est d'après ces critères que se mesure en effet le « degré d'évolution », nous ne disons pas des peuples car ceux-ci ne sont pas en scène, mais des appareils politiques sortis des ivresses juvéniles de leur préhistoire, et sagement installés dans la consommation gourmande et bien calculée du patrimoine héréditaire et dans l'idéalisme glacé de la Realpolitik. Dieu soit loué, on peut enfin discuter avec ces gens-là : ils parlent « affaires », la langue de la civilisation bourgeoise très-chrétienne, la seule qui ait du bon sens.

Quand la nouvelle guerre a éclaté entre Arabes et Israéliens, nous avons écrit — ce n'était pas un pronostic difficile pour des marxistes — que les véritables victimes en seraient les fedayin : ceux-ci s'en rendent compte aujourd'hui et ils s'en rendront surtout compte demain.

Qui pourrait bien en effet s'intéresser à eux, qui s'est jamais intéressé à eux ? Ils sont les trouble-fêtes de toutes les guerres de libération dite nationale : ceux pour qui l'enjeu n'est pas une frontière ou le misérable prestige d'un Etat, mais la terre, le pain, le travail ; les soldats en haillons d'une armée sans chefs, trompée et massacrée à Amman comme à Beyrouth, au Caire

comme à Tripoli, à Damas comme à Ryad, à Alger comme à Tunis, et naturellement, à Jérusalem ; les survivants de ce qui aurait pu ne pas être une grande illusion, si la contre-révolution stalinienne à laquelle Nixon et Brejnev portent des toasts ensemble ne s'était pas abattue comme une chape de plomb pour enchaîner la lutte révolutionnaire prolétarienne et condamner ainsi à la régression la lutte révolutionnaire-démocratique paysanne et populaire. Ballottés, tels les restes d'un effroyable naufrage, des territoires israéliens à ceux des « frères arabes » — qui ne sont pas moins hostiles —, ils se sont encore une fois généreusement battus et se retrouvent encore une fois seuls. Ils ne pourront faire entendre leur voix à la table de la paix — quelle que soit cette paix — pas plus qu'ils n'ont pu se faire entendre sur le champ de bataille. Pour eux la guerre continue, une guerre non « civilisée », au milieu du mépris, des regrets et des imprécations des dépositaires de la civilisation christiano-judaïco-islamique, une guerre qui bénéficie, dans le meilleur des cas, de leurs prières, de ces prières qu'on accorde même aux... cannibales, vrais ou figurés.

Quant à l'autre guerre, la guerre des « civilisés », ou — ce qui revient au même — à l'autre paix, elle changera peut-être provisoirement de domicile, mais ce qui est sûr, c'est que, ayant acquis un « rang » encore plus élevé, elle reviendra, un jour, agrémenter les déserts, les campagnes, les villes, et surtout les taudis du Moyen-Orient.

### L'anti-impérialisme chinois au pied... du tapis vert

Tout le monde a remarqué l'abstention de la Chine au Conseil de Sécurité le 22-10-73 lors du vote de la résolution russo-américaine sur le cessez-le-feu au Moyen-Orient.

Le lendemain, le délégué chinois a essayé de rattraper l'effet de cette abstention par... de grands éclats de voix ; mais ces gestes de matamore ne signifiaient rien puisqu'en fin de compte il n'a pas pris part au vote : il avait sans doute oublié qu'il avait droit de veto !

On ne sait pas très bien si dans ces votes la Chine - de - Mao - championne - de - la - lutte - contre - l'impérialisme - s'est abstenue face à « l'impérialisme tigre de papier » des USA ou face au « social-impérialisme » russe. En tout cas il est clair qu'elle est bien à sa place dans la caverne de brigands, et nos maotistes auront besoin de toute leur virtuosité contorsionniste pour présenter cette abstention devant le diktat de l'impérialisme tout court comme le nec plus ultra de la lutte anti-impérialiste !

Vient de paraître :

### PROGRAMME COMMUNISTE N° 60

Au sommaire :

- Le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste : Un sommet et une croisée des chemins (suite).
- Appendice.
- Sur Paul Mattick : l'idéalisme révolutionnaire du socialisme d'entreprise.

Le numéro : 5 F. Commandes au « Prolétaire ».

## Capitalisme vampire

« Une catastrophe sur la voie ferrée a expédié dans l'autre monde une centaine de voyageurs. La négligence des ouvriers est accusée d'être la cause de ce malheur. Ils déclarent tous d'une seule voix devant les jurés que dix ou douze ans auparavant leur travail ne durait que huit heures par jour. Pendant les 5 ou 6 dernières années, on l'a fait monter à 14, 18 et 20 heures, et dans certains moments de presse pour les amateurs de voyage, dans la période des trains de plaisir, il n'est pas rare qu'il dure de 40 à 50 heures. Ils sont des hommes ordinaires, et non des Argus. A un moment donné, leur force de travail refuse son service ; la torpeur les saisit, leur cerveau cesse de penser et leur œil de voir. Le respectable jury anglais leur répond par un verdict qui les renvoie devant les prochaines assises. »

1860... ou 1973 ? Un siècle après le récit de Marx, l'accident de Saint-Pierre-du-Vauvray, où un cheminot a été rendu responsable et inculpé, illustre une fois de plus l'hypocrisie de la bourgeoisie, qui a toujours mis ce genre de catastrophes sur le compte soit d'erreurs, de carences ou de défaillances humaines (considérées abstraitement et isolément), soit de phénomènes naturels « imprévus » ou inévitables, mais ne veut jamais y reconnaître des conséquences du mode de production capitaliste.

Le développement de la production capitaliste n'est pas harmonieux mais se fait au travers de multiples convulsions, crises, hécatombes de millions d'êtres humains, produits à la fois de l'anarchie de la production pour le profit et des multiples oppressions qui sont l'essence même du capital.

Ainsi les accidents du travail. Un accident du travail entraînant un arrêt de travail toutes les 7 secondes,

des, une incapacité permanente toutes les 90 secondes, un mort toutes les 40 minutes, plus d'un million de blessés chaque année, vingt huit millions de journées de travail perdues, selon les statistiques de la seule France de 1971 (chiffres de la Sécurité Sociale). Les accidents frappent essentiellement les ouvriers (manœuvres, ouvriers spécialisés, qualifiés, apprentis, qui représentent 64 % des salariés, ont 86,6 % des accidents) et parmi ceux-ci surtout les immigrés (les travailleurs en provenance d'Algérie, Maroc, Tunisie, formant 2,7 % des effectifs, ont 10 % des accidents avec arrêt, et 9,4 % des accidents graves) ; les travailleurs en provenance des autres pays étrangers, soit 6,7 % des salariés, ont 12,2 % des accidents et 13 % des accidents graves). Ce sont bien sûr les plus exploités qui sont les plus exposés aux accidents : c'est pour eux justement que la durée et l'intensité du travail sont les plus fortes, les salaires les plus faibles, l'insécurité

la plus grande, les conditions de vie les plus dures. Or que sont donc ces innombrables facteurs d'accidents du travail qu'on masque hypocritement sous le terme d'« impondérables » ? Lorsque l'ouvrier soumis à une cadence trop rapide ne respecte pas les consignes de sécurité, ou qu'il prend des risques pour hâter l'exécution du travail, est-ce l'impondérable ? Lorsque les accidents sont plus nombreux le vendredi, à la fin d'une lourde semaine de travail et dans la hâte du travail condensé pour quitter un peu plus tôt, est-ce l'impondérable ? Lorsque à la fatigue des 9 ou 10 heures de travail journalier s'ajoutent la fatigue du trajet (éloignement des logements bon marché) et la tension nerveuse engendrée par les soucis multiples de la vie dans la société mercantile (les traites du crédit, les conflits et soucis familiaux liés à l'institution même de la famille bourgeoise, la surcharge du travail domestique pour les femmes prolétaires, entraînant nervosité, déséquilibre, inattention ou divers troubles psychiques) est-ce l'impondérable ? Ou bien est-ce le produit d'une organisation sociale spécifique du mode de production capitaliste et qui devra disparaître avec le capitalisme lui-même ? Parmi les plus exposés se trouvent encore ceux que l'impérialisme, puisant dans le réservoir de main-d'œuvre de ses ex-colonies et

(Suite page 4)

## LETTRE D'ALLEMAGNE

## Syndicats « civilisés » et grèves « sauvages »

Dans notre numéro précédent, nous avons montré les causes de la vague de grèves qui a déferlé sur l'Allemagne au printemps dernier — l'augmentation dérisoire des salaires négociée après les simulacres habituels de « lutte » par les syndicats, alors que le capitalisme de la R.F.A. jouit d'une prospérité sans précédent et que l'inflation grignote le pouvoir d'achat des travailleurs — et nous avons suivi les grandes lignes du développement de cette vague qui atteint son point culminant vers la mi-août.

Dans ces dernières luttes, les ouvriers étrangers sont apparus bien souvent comme les « dirigeants » véritables du mouvement, ou tout au moins comme ses plus ardents combattants. La discrimination infâme qu'ils subissent, dans la société comme au travail — c'est toujours le travail le plus dur et le plus mal payé qui leur est réservé — a donné à certaines de ces grèves un ton très différent de celui qu'elles avaient au départ : il s'agissait moins d'une lutte économique que d'un « règlement de comptes » peu enclin à faire confiance à d'éventuelles négociations menées par le Conseil d'usine. Contrairement à l'ouvrier allemand, qui fait non seulement confiance au Conseil d'usine mais s'en remet complètement à lui, l'étranger ne voit dans ce Conseil qu'un organe de la direction de l'entreprise par l'intermédiaire duquel toutes sortes de brimades sont exercées contre lui. Alors que les ouvriers allemands faisaient grève pour une prime de vie chère, les étrangers faisaient grève surtout contre la discrimination dont ils souffrent. Pour réaliser dans ces conditions une lutte commune, il faudrait une conscience solidaire qui, dans la situation actuelle, n'est pas facile à atteindre : néanmoins, l'amorce d'une telle solidarité s'est manifestée dans certains épisodes.

L'usine HELLA de Lippstadt fabrique des pièces de rechange pour automobiles, et emploie des ouvriers en majorité étrangers. La grève est lancée par les « étrangers », avec la revendication de 50 Pfennig pour tous, acceptée comme revendication commune ; au deuxième jour de la grève, toute l'usine cesse de fonctionner, les grévistes sortent et manifestent dans la rue ; quand ils veulent rentrer, ils sont attaqués par la police armée de matraques, de chiens, et parfois pistolet au poing. Mais l'agression policière resserre encore l'unité entre les grévistes étrangers et allemands, qui repoussent la police et empêchent des arrestations. Les jours suivants la police assiège l'usine, la population prouve sa sympathie en ravitaillant les grévistes retranchés et en conspuant la police, et ceci malgré la chasse aux sorcières lancée contre les « métèques » par la presse, la radio et la télé. Après quatre jours, la direction refuse toujours les 50 Pf pour tous, mais accorde 40 Pf aux plus bas salaires et 30 Pf aux plus élevés ; c'est la solidarité entre « Allemands » et « étrangers » qui a permis d'obtenir ce résultat appréciable.

Chez PIERBURG à Neuss, qui emploie surtout des travailleurs étrangers, il y avait déjà eu des grèves en juin, mais le Conseil d'usine avait réussi à les interrompre avec de belles promesses. En août, à l'apogée du mouvement, les femmes cessent le travail à l'exception de quelques Allemandes. Les ouvriers allemands — mécaniciens, monteuses et chefs d'équipe — restent passifs : ils montrent une certaine sympathie mais ne croisent pas les bras. Ils seront pourtant poussés à se solidariser avec les grévistes par l'intervention de la police qui, armée jusqu'aux dents, les chasse de l'usine à coups de matraque. Contrairement à ce qui arrivera chez Ford, où les agents de maîtrise épauleront la police, ici ils se battent contre elle. Après une semaine de grève, la direction offre des augmentations de salaires qui sont acceptées par le Conseil d'usine mais repoussées par les ouvriers. Trois jours plus tard, le Conseil d'usine annonce que la direction a accepté les revendications et — on est vendredi — appelle à reprendre le travail lundi, alors que la police qui était présente pendant toute la grève est toujours là « pour garantir que la reprise du travail ne soit pas troublée ». Les ouvriers exigent que la police quitte l'usine avant la reprise, mais devant la relance de la grève la police intervient brutalement et arrête les

éléments « les plus en vue ». Ils seront libérés bientôt, mais le front est désormais rompu ; plus de cent « non-Allemands » ont eu leur permis de séjour annulé et reçu l'ordre écrit de quitter le pays. Les ouvriers reprennent le travail en n'ayant obtenu qu'une petite partie des revendications. Néanmoins, malgré les tentatives de division entre Allemands et étrangers, leur front est resté solide à Neuss pendant deux semaines, et seule la répression physique a pu l'entamer.

Chez FORD à Cologne, le prélude à la grève est donné par la direction et le Conseil d'usine qui, dans une assemblée d'entreprise tenue alors que OPEL est déjà en grève, repoussent la revendication d'une prime de vie chère, prime que d'après eux l'entreprise ne peut envisager par la faute... des grévistes de la Ford en Angleterre. On est à la fin du mois et l'argent se fait rare, et cette assemblée contribue à échauffer les esprits : si la grève n'éclate pas tout de suite, cela est dû uniquement à l'absence de toute organisation parmi les ouvriers. Elle éclatera cependant, une semaine plus tard, à propos d'une question déjà vieille : cette année comme d'habitude, la direction a licencié les étrangers rentrés en retard de vacances, en l'occurrence 545 Turcs. (Depuis des années, ceux-ci revendiquent six semaines de congé, puisque le voyage leur en prend bien deux). Comme chaque année aussi, en attendant que de nouveaux Turcs soient embauchés, le travail des licenciés doit être fait par leurs camarades. Mais ce vendredi-là les ouvriers turcs du département Y se rebellent et demandent — puisqu'on a besoin de bras — que les licenciés soient réembauchés. Le chef d'atelier menace de les faire licencier eux aussi, s'ils ne reprennent pas le travail, mais ne réussit ainsi qu'à les exaspérer ; dirigés par des éléments syndicalistes issus de leurs propres rangs, un groupe d'une soixantaine organise un cortège dans l'usine : trois heures après, ils sont 8.000 ! Personne ne travaille plus dans l'usine, ni Turc ni Allemand, et devant l'assemblée réunie on présente les revendications : un mark pour tous, réintégration des licenciés, six semaines de congés payés, réduction des heures de travail et paiement des heures de grève. Toutes ces revendications sont présentées conjointement par des Turcs et des Allemands. Tous se déclarent pour la grève ; puis ils rentrent chez eux. L'équipe de nuit du vendredi et l'équipe « extra » de samedi travaillent normalement.

## Le comité de grève

Lundi, dans trois départements, les ouvriers refusent de reprendre le travail ; ils font des cortèges dans l'usine et réussissent à bloquer la production. Un comité de grève est élu, et les mêmes revendications avancées. Bien que jusqu'alors il n'y ait pas eu de heurt entre grévistes et jaunes (...inexistants) la presse et la radio-télé commencent une campagne de mystification et de calomnie. Des ouvriers allemands frappés par des éléments subversifs turcs, titrent par exemple les journaux, bien que la télé ne réussisse pas à montrer ces horreurs mais seulement des groupes plutôt disciplinés qui manifestent pacifiquement dans l'usine. Le Comité d'usine essaye encore de contrôler le mouvement : il comprend parfaitement, dit-il, l'attitude des « camarades de travail », et est prêt à discuter avec la direction. Pendant que les ouvriers tiennent leur assemblée dans l'usine, la police prend position tout autour et son hélicoptère les survole. Avant toute chose, l'assemblée et le comité de grève prennent les décisions suivantes : interdiction de toute boisson alcoolisée pendant la durée de la grève — exclusion de la violence contre qui veut travailler — pas de

destructions volontaires des installations et des machines, décisions qui seront respectées de façon plutôt disciplinée, bien que la presse bourgeoise se garde soigneusement d'y faire allusion.

La première discussion qui produira un clivage entre Allemands et étrangers surgira l'après-midi lorsque, pour éviter que l'équipe de nuit reprenne le travail comme ça s'était déjà produit, le comité de grève décide d'occuper l'usine. Les ouvriers allemands qui, pendant toute la grève, seront les plus mal informés, ne comprennent pas ce qui se passe, veulent rentrer à la maison, et ne sont pas contents. La faille qui s'est ainsi ouverte dans les rangs des ouvriers doit être attribuée moins aux manœuvres de division de la bourgeoisie, qu'à l'attitude des promoteurs de la grève : en effet, le comité de grève, qui voyait dans les Turcs les éléments les plus aptes à l'agitation, ne fera pas la moindre tentative de propagande parmi les Allemands ; ceux-ci, déjà abandonnés par le Comité d'Usine et les syndicats, et ne comprenant pas un mot des discours en turc, se trouveront ainsi complètement perdus. A l'usine, ils feront grève ; dans la rue, ils seront victimes d'une propagande chauvine qui, si elle ne les pousse pas à s'opposer aux « étrangers », les éloignera progressivement de la lutte.

Le mardi matin, s'adressant depuis les portes de l'usine avec des haut-parleurs aux ouvriers, les bonzes de l'IG Metall cherchent une fois de plus à contrôler le mouvement, mais ne parviennent qu'à diviser davantage les Allemands et les Turcs. Dès huit heures du matin, la majorité des ouvriers allemands sont rentrés chez eux. Plus tard, le Comité d'Usine appelle à une assemblée, à laquelle assisteront quelque 500 grévistes, pour la plupart allemands. Le C.d.U. prétend avoir obtenu la réintégration des licenciés, et rejoint avec cette information la grande assemblée réunissant plusieurs milliers de grévistes. Le C.d.U. invite le comité de grève à se joindre à lui, mais la tentative échoue parce que le C.d.U. refuse de reconnaître tant l'autorité du comité de grève que la grève elle-même. Pour montrer à quel point les étrangers avaient... confiance dans le Comité d'Usine, il suffit de dire que les Turcs voulaient garder pendant toute la réunion quelques-uns de ses membres en otages parce que le bruit courait que la police voulait arrêter le comité de grève !

Mardi soir, la direction essaye de faire reprendre le travail en usant du vieux truc : annoncer la fin de la grève. Mais la police sur laquelle elle comptait pour faire évacuer l'usine ne bouge pas et il n'y a pas de reprise.

Mercredi matin, la séparation entre ouvriers turcs et allemands s'aggrave : chacun fait grève de son côté. Le C.d.U. se présente à une réunion en affirmant qu'après toute une nuit de discussion avec la direction il avait obtenu 280 marks de supplément, la réintégration des licenciés et le paiement des jours de grève. Les avis des grévistes divergent, mais il apparaît que, si une majorité d'Allemands est prête à accepter cela comme un triomphe, les Turcs jugent n'avoir rien obtenu et ne sont pas disposés à céder. Une nouvelle réunion de grévistes décide la poursuite de la grève.

La direction avait proposé au comité de grève une discussion triangulaire des revendications des grévistes entre la direction, le C.d.U. et le comité de grève. Mais ce dernier repousse cette proposition en affirmant que le C.d.U. n'avait rien à discuter du tout. Et c'est à partir de ce moment, étant donné que la direction refuse de négocier sans le C.d.U., que le mouvement commence à s'effiloche, à refluer et finalement sera battu.

La grève par elle-même, les revendications avancées, le fait que la direction acceptait de discuter avec le comité de grève et reconnaissait donc son autorité, tout cela ne constituait pas seulement un exemple d'authentique lutte économique, mais aussi un rejet explicite du Comité d'Usine en tant que soi-disant organe des ouvriers dans

l'entreprise. La décision du comité de grève à ce moment-là a été une erreur, car il n'a pas exploité la possibilité d'obtenir par son intervention dans les discussions avec la direction des améliorations de salaire et de conditions de travail correspondant aux exigences des Allemands aussi bien que des étrangers, ni la possibilité d'avoir dans l'usine un organisme ouvrier reconnu et opposé à « l'officiel », le Comité d'Usine. Cette erreur, comme l'absence de toute propagande parmi les Allemands, découlait du fait que ce comité de grève était sous l'influence idéologique du KPD-ML (formation résultant de la fusion de divers regroupements provinciaux) et, dans une autre situation et avec une autre direction, elle aurait pu être évitée facilement.

L'après-midi de mercredi, une partie des ouvriers de l'équipe du soir, pour la plupart des Allemands, reprennent le travail puis, voyant que la grève continue, le suspendent à nouveau. Mais personne ne se donne le mal de faire de la propagande parmi eux, de leur expliquer la nécessité de rester unis pour vaincre. Dans la nuit de mercredi, la police, la direction, le C.d.U. et l'IG Metall organisent l'évacuation de l'usine : jeudi matin, les ouvriers sont attaqués par 800 individus armés de matraques, de barres de fer, de chaînes de vélo, et arborant des pancartes avec l'inscription « Nous voulons travailler ». Officiellement, il s'agirait d'ouvriers allemands « las d'être maltraités par les Turcs » ; en fait, à part quelques membres du C.d.U., contremaîtres et agents de maîtrise, ils sont tous étrangers à l'usine. Avant même que les ouvriers, pris de surprise par cette attaque, aient pu réagir, un bon millier de policiers, placés là pour « éviter des désordres », leur tombe dessus. Résultat : plus de 80 blessés à l'hôpital, et plus de cent autres recueillis par les ambulances postées là comme par hasard pendant la nuit.

C'est donc à coups de matraque et de fouet que les ouvriers sont contraints de reprendre le travail. Ceux que la police n'arrête pas lors de sa charge du matin, seront coffrés par la suite grâce au Comité d'Usine qui indique aux sbires les plus combattifs. Dès le premier jour, on compte 70 arrestations et 100 licenciements. Des revendications de la grève, il ne reste que la prime de vie chère. Les licenciés restent licenciés. Tout a été écrasé par la charge policière, les dénonciations du C.d.U. et, il ne faut pas l'oublier, les erreurs du comité de grève.

## L'épilogue

Le mouvement en Rhénanie septentrionale et en Westphalie n'a pas seulement montré quels sont les protagonistes de la lutte, mais aussi leurs liens avec les divers éléments de la société. C'est l'attitude de l'Etat lui-même qui a démentit les mythes de l'Etat neutre, de la paix sociale, des « droits égaux », etc. Une fois de plus, la question : qui a le pouvoir ? quelle est la fonction de l'Etat et du gouvernement ? a reçu sa réponse.

Cette fois, c'est Willy Brandt, le chancelier de la « paix », des appels au prolétariat pour qu'il renonce à faire monter le prix de sa force de travail, qui a donné la réponse : par l'intervention des « forces de l'ordre » la bourgeoisie a montré clairement son caractère de classe oppressive et la vraie fonction de son appareil d'Etat. Ce n'est pas nous qui le lui reprocherons, car nous savons qu'il ne peut en être autrement. S'il y a une chose que nous regrettons, c'est que, à la lutte de classe déchaînée par la bourgeoisie contre les ouvriers en grève, ceux-ci n'aient pas répondu comme classe. Après un demi-siècle de contre-révolution et sans une direction politique de classe, ils ne le pouvaient pas. Mais, même si le chemin de la reprise doit être tourmenté, la timide flambée d'aujourd'hui annonce l'incendie de demain.

## Le clair langage de l'opportunisme

« Nous ne sommes pas des fanatiques du dogme, y compris de celui de la lutte des classes », a déclaré M. Ségué au Congrès de la F.S.M. (Le Monde, 22-10-73). Nous savions que les renégats dirigeant la C.G.T. ont abandonné depuis longtemps la pratique de la lutte des classes, et cet aveu ne nous surprend pas. L'ennui pour M. Ségué et pour ses semblables, c'est que la lutte des classes n'est un dogme marxiste que parce qu'elle est une réalité vivante et irrésistible des rapports sociaux. — Lorsque les contradictions et les convulsions du capitalisme la pousseront à son comble, tous ceux qui tentent de l'entraver dans l'intérêt de la conservation bourgeoise devront être impitoyablement balayés comme obstacles à l'émancipation du prolétariat !

## Une ascendance... bien embarrassante

S'il arrive parfois au champion du « socialisme à la française » qu'est le PCF, de se souvenir qu'il fut une section de l'Internationale Communiste, c'est évidemment moins pour revendiquer une quelconque continuité programmatique avec celle-ci que pour marquer avec force — devant les éventuels électeurs encore effarouchés par son hérédité « bolchévique » — l'évolution subie par le parti « responsable » et « indépendant » d'aujourd'hui, depuis la liquidation par le stalinisme d'une Internationale qui prévoyait dans ses statuts une soumission absolue des diverses sections aux décisions de son comité exécutif.

C'est ainsi qu'à la question « Pourquoi soutenez-vous l'U.R.S.S. ? » posée avec une aimable perfidie à Georges Marchais par un journaliste de l'Humanité (4 octobre 1973), celui-ci répond avec vigueur : « D'abord il y a eu l'Internationale Communiste, avec ses aspects éminemment positifs, mais aussi ses erreurs. Nous n'avons plus, nous, d'Internationale. Les rapports entre partis communistes se font sur une base bilatérale ou multilatérale (...) nous définissons notre politique, nos objectifs, nos méthodes d'action souverainement, en toute indépendance. Et nous ne saurions tolérer aucune ingérence d'où qu'elle vienne dans les affaires de notre parti, pas plus que nous ne tolérons l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures de la France. Et nous sommes sourcilieux sur ce point ». Rien de nouveau dans cette déclaration du dirigeant d'un parti qui depuis belle lurette a renoncé dans son programme autant que dans son action au marxisme révolutionnaire et qui se fit d'ailleurs de tout temps tirer l'oreille pour appliquer les directives de l'Internationale — du moins lorsque celle-ci défendait encore les intérêts du prolétariat mondial.

Rien de nouveau dans ce reniement d'un des acquis fondamentaux de l'organisation en parti du prolétariat : une centralisation absolue et une discipline de fer, qui sont, face à la coalition des forces bourgeoises, des conditions indispensables pour concentrer toutes les énergies prolétaires et hier comme demain « organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays, tendant à une seule et même fin, savoir : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste » (Article 1 des Statuts de l'Internationale Communiste).

Abonnez-vous à la presse du Parti

# L'unique voie de l'émancipation du prolétariat est celle de l'insurrection, de la destruction de l'État bourgeois, et de la dictature

L'article ci-dessous est le second de la série dont nous avons commencé la publication dans le n° 159 du *Proletaire*. Il a été publié pour la première fois dans le n° 16 de février 1921 de *Il Comunista*, organe central du Parti Communiste d'Italie.

## LE PROBLÈME DU POUVOIR

Le processus par lequel le mouvement politique prolétarien est venu s'aligner en Italie sur les positions de principe et de tactique du communisme, avec les épisodes connus qui l'ont caractérisé, pour arriver à la récente scission minoritaire des communistes d'avec un parti qui adhérait déjà à la Troisième Internationale et déclarait dans sa grande majorité avoir accepté ses principes et ses méthodes, ce processus complexe a fourni l'occasion aux adversaires du communisme de faire obstacle à la formation d'une véritable conscience révolutionnaire et de gêner la préparation révolutionnaire, grâce à leur habile tactique politique, mais aussi — et surtout — au moyen de la simple critique théorique tendant à battre en brèche les affirmations communistes trop légèrement formulées et défendues dans un premier temps. Comme nous l'avons déjà souvent dit, il est du devoir du Parti Communiste, qui continue aujourd'hui

de façon organique l'œuvre importante des courants véritablement communistes qui étaient apparus dans le vieux parti, de rétablir avant tout les claires positions de principe qui distinguent nettement les communistes des autres écoles socialistes traditionnelles, en créant cette incompatibilité et cette opposition de pensée et d'action qui ont partout dressé les partis communistes contre les restes des vieux partis de la Deuxième Internationale.

Au-dessus de cet abîme, qui apparaît aujourd'hui encore essentiellement sur le plan théorique, mais qui se transforme en opposition chaque jour plus violente et plus implacable dans l'action, c'est en vain qu'on aura tenté de jeter l'insidieuse passerelle unitaire, pont fragile et trompeur qui mènerait le prolétariat, s'il s'y engageait, vers la chute dans le gouffre de la contre-révolution.

### Etat et classes sociales

Les conséquences de la guerre et les événements qui se sont produits dans les pays où elles ont provoqué les premières convulsions révolutionnaires, ont posé en toute clarté le problème de l'émancipation de la classe prolétarienne, en confirmant entièrement la solution géniale qu'en donne le marxisme et en provoquant une violente polémique qui est partout le prélude à une lutte sans merci, allant même jusqu'à la lutte armée, entre les partisans de cette méthode révolutionnaire devenue le patrimoine de l'Internationale Communiste, et les vieux socialistes restés sur le terrain des déformations réformistes de la théorie marxiste.

Ces deux méthodes s'opposent totalement quand il s'agit de considérer le problème du pouvoir dans les rapports entre les classes, dans le développement qui doit conduire de la domination actuelle de la classe bourgeoise à la victoire définitive du prolétariat.

Les sociaux-démocrates, qui prétendent constituer une branche du

marxisme, montrent qu'ils acceptent quelques-unes de ses positions fondamentales quand ils s'affirment socialistes et expliquent que pour avoir droit à cet adjectif il suffit d'accepter le critère de la collectivisation économique et celui de la nécessité, pour arriver à cette collectivisation, de la prise par le prolétariat du pouvoir politique aujourd'hui détenu par la classe capitaliste. A partir de là, selon eux, il existerait une divergence secondaire d'écoles et de tendances. Il est au contraire extrêmement important de montrer que c'est de ces positions sur des problèmes qui semblent logiquement être seconds, c'est-à-dire sur la façon précise et concrète de considérer le passage du pouvoir politique de la bourgeoisie au prolétariat, que découlent les profonds désaccords révélant l'opposition de principe entre ceux qui suivent sans hésitation la pensée marxiste jusqu'à ses ultimes conséquences, et ceux qui la torquent au point d'en tirer des conclusions qui trahissent une mentalité parfaitement anti-révolutionnaire et bourgeoise, prélude à une alliance de fait avec la bourgeoisie quand le communisme passe du domaine de la critique à celui de la préparation et de l'action décisive.

### Etat bourgeois et Etat prolétarien

Il est clair que l'Etat bourgeois est le protecteur des intérêts et des privilèges capitalistes, et que l'Etat prolétarien de demain devra être au contraire l'artisan de la démolition des privilèges économiques du capitalisme et le constructeur de l'économie collective, c'est-à-dire des bases d'une société sans division de classes et sans Etat. Mais une fois que l'on a obtenu l'adhésion formelle à ces thèses théoriques du marxisme, auxquelles se rattachait dans son discours de Livourne Turati lui-même, il faut se demander et demander quels sont les caractères de l'Etat prolétarien qui le distinguent de l'Etat bourgeois, pour pouvoir résoudre le problème concret des aspects de la crise qui conduira de celui-ci à celui-là, problème dont dépendent les conclusions vitales d'ordre tactique qui doivent guider l'action révolutionnaire.

Sur ce point, l'Internationale Communiste, forte d'expériences décisives et de confirmations de l'histoire vivante, énonce des thèses qui, conformément au travail incomparable de Lénine fondant sa puissante critique de l'Etat dans la transformation révolutionnaire, proposent de façon lumineuse la position de Marx et d'Engels sur cette question. L'Etat prolétarien

ne devra pas conserver le système actuel de représentation élective de l'Etat bourgeois, et encore moins sa machine exécutive bureaucratique, juridique, policière et militaire. Cela — disons-le tout de suite — ne signifie pas que l'Etat prolétarien n'aura ni représentants élus ni mécanisme d'exécution avec des fonctionnaires, des tribunaux, une police, une armée; cela signifie que ce nouvel appareil sera entièrement différent de l'appareil actuel, ne serait-ce que parce qu'il n'aura pas besoin de la différence existant dans l'Etat bourgeois entre organes représentatifs et organes exécutifs, mais surtout à cause des différences fondamentales de structure dérivant de l'opposition entre les tâches historiques à accomplir, qui ont été mises en lumière par les révolutions prolétariennes, de la glorieuse tentative de la Commune de Paris à la victoire de la République russe des Soviets.

### Les institutions de l'Etat prolétarien

Les « socialistes » qui ne comprennent pas que les institutions représentatives de l'Etat bourgeois (Parlement, conseils généraux et municipaux) ne peuvent pas être les organes représentatifs d'un Etat prolétarien, ne saisissent pas l'essence du marxisme, à savoir la critique de la démocratie. Ils ne comprennent pas que le principe fondamental de la démocratie, qui consiste à donner un droit politique électoral égal à tous les citoyens de toutes les classes, est né avec la bourgeoisie et doit mourir avec elle, car son fonctionnement est pour la classe capitaliste la garantie que le pouvoir reste entre ses mains. Nous ne reprendrons pas les arguments théoriques de cette démonstration; nous rappellerons seulement que dans la période de convulsions actuelle, au cours de laquelle sont apparus des gouvernements de toute sorte, non seulement il n'y a pas un seul exemple de gouvernement socialiste à base démocratique parlementaire qui remplisse la fonction de destruction des privilèges bourgeois, mais les gouvernements de cette nature qui existent dans certains pays sont les complices les plus féroces de cette bourgeoisie à l'intérieur et à l'extérieur, et exercent la pire répression anti-révolutionnaire.

Précisément parce qu'il ne tend pas à conserver de façon stable les rapports d'oppression et d'exploitation d'une classe sur une autre, mais à faire peser sur la bourgeoisie la volonté organisée du prolétariat dans le but de la supprimer le plus rapidement possible et de donner naissance à la société sans classe, l'Etat prolétarien doit refuser dès le début tout droit et toute activité politique à cette bourgeoisie dont il ne peut supprimer instantanément les fonctions économiques.

L'histoire a démontré que la seule forme possible de pouvoir prolétarien est celle qui a comme organes de représentation non pas les parlements et autres institutions démocratiques, mais des conseils élus uniquement par les membres de la classe prolétarienne. Or, n'arrive pas à une telle forme de pouvoir, à la dictature prolétarienne, au moyen de la démocratie, mais par la destruction de la démocratie.

La différence entre communistes et sociaux-démocrates saute ici aux yeux puisque ces derniers pensent aller au pouvoir dans le parlement et par le parlement. Cette opposition est très étroitement liée à la façon de considérer l'exécutif de l'Etat bourgeois.

En effet, tout changement parlementaire du pouvoir, même accompagné de la modification extérieure de certaines formes constitutionnelles, se limiterait à changer les ministres, c'est-à-dire ceux qui au fond influent le moins sur la routine du fonctionnement de l'appareil d'Etat. Alors que les communistes se proposent de constituer une nouvelle machine de pouvoir dont les fonctions sont inversées par rapport à l'appareil d'Etat bourgeois, les

sociaux-démocrates présentent au prolétariat la possibilité de prendre la machine actuelle au moyen d'un processus parlementaire, c'est-à-dire

### La conquête prolétarienne du pouvoir

Il y a donc deux conceptions diamétralement opposées de la prise du pouvoir par le prolétariat. Même les D'Aragona et les Baldesi disent qu'ils sont pour la prise du pouvoir et qu'ils ont abandonné la vieille thèse réformiste consistant à accepter une partie du pouvoir sous la forme de certains représentants socialistes dans un ministère bourgeois. Les communistes unitaires, qui voient là une acceptation des thèses communistes, apportent la preuve qu'eux non plus ne se situent pas sur le véritable terrain du communisme. Le problème en effet n'est pas de proposer formellement d'aller au pouvoir mais de reconnaître ou non la thèse communiste fondamentale selon laquelle le pouvoir de l'Etat reste en fait dans les mains de la bourgeoisie tant que n'ont pas été démolies les institutions parlementaires et l'appareil exécutif de l'Etat actuel. Puisqu'il est évident qu'une majorité parlementaire et un ministère socialistes ne pourront jamais supprimer le Parlement grâce auquel ils auront accédé à la direction de l'Etat; puisqu'il est clair qu'ils ne pourront pas donner à l'appareil d'Etat bourgeois une direction et une fonction différentes de celles qu'il a par nature, et encore moins de le détruire puisque c'est précisément lui qui constitue la force organisée de cet Etat qui devrait être à leur disposition pour la réalisation de leurs buts, cette politique conduirait à une illusion, dont on verrait encore une fois les conséquences pour le prolétariat. Entre ce programme et le programme communiste, l'opposition est telle qu'il n'y a aucune possibilité de conciliation. Les communistes sont convaincus que le prolétariat devra constituer ses propres organes de gouvernement s'il ne veut pas retomber sous la domination bourgeoise, et que sur son chemin il se heurtera à l'appareil des forces organisées et armées de l'Etat bourgeois, dont la finalité n'est pas de défendre une légalité conventionnelle — dont on prétend qu'elle pourrait tout aussi bien donner raison aujourd'hui à la conservation bourgeoise et demain à la révolution prolétarienne — mais de protéger très précisé-

ment le régime capitaliste même par la force et par le massacre. Aussi les communistes disent-ils au prolétariat que sur la voie de son émancipation il y a la nécessité de la lutte armée contre l'appareil d'Etat bourgeois, que la prise du pouvoir par la classe laborieuse n'est réelle que quand sont détruits les parlements, la bureaucratie, la police, l'armée de la bourgeoisie, et donc que la lutte doit être menée en mettant bien en évidence que la force armée sera le moyen indispensable pour triompher. Il est donc nécessaire de préparer idéologiquement le prolétariat à l'emploi de cette force armée, en détruisant les préjugés bourgeois sur le triomphe du prolétariat par la voie légale si cher aux sociaux-démocrates, en organisant matériellement l'action prolétarienne violente qui éclate spontanément dans la période actuelle, et non en la condamnant et en la déplorant comme font à chaque instant les sociaux-démocrates et les semi sociaux-démocrates.

La différence est donc très claire, et toute confusion entre les deux méthodes est impossible en dépit de tous les efforts du centrisme italien, qui feint d'être la gauche du parti socialiste alors qu'il est plus dangereux pour la cause révolutionnaire que la droite de ce même parti.

Aller au pouvoir, prendre le pouvoir, conquérir le pouvoir politique; mais comment? Non pas au moyen du parlementarisme, non pas avec des actions pacifiques qui peuvent seulement conduire à un changement d'étiquette de l'appareil d'Etat bourgeois actuel, mais en se fixant comme but la destruction du système de représentation démocratique et de l'appareil de domination actuel, avec le seul moyen adapté à ce but, c'est-à-dire l'action violente révolutionnaire des masses. Seuls sont communistes, seuls sont avec l'Internationale de Moscou, ceux qui revendiquent ce programme et travaillent pour lui dans les faits. Les autres, qu'il s'agisse de « gauchistes » ou de droitiers, ne sont que les complices et les serviteurs de la classe dominante.

(Série à suivre.)

### PRESSE INTERNATIONALE

E' uscito il nr. 20 (26 ottobre 1973) del nostro quindicinale in lingua italiana

### IL PROGRAMMA COMUNISTA

di cui diamo il sommario:

- Cinismo di una guerra e di una pace.
- Unità europea e crisi agricola.
- Nel mezzo stanno con la virtù D.C. e P.C.
- La questione contadina in Francia e in Germania (Engels).
- Vecchi e nuovi metodi di sfruttamento.
- Ancora sul pensiero di Mao.
- L'eterno problema della casa.
- Notiziari sindacali.

E' anche uscito il nr. 9 del suo supplemento sindacale

### IL SINDACATO ROSSO

che contiene:

- Dove va ad approdare la « nuova politica sindacale ».
- Il grande imbroglio della piattaforma Fiat.
- Convergenze significative.
- Amor di patria.

Abbonamento annuale: 20 F.

### PERMANENZE DU PARTI

- A Paris: 20, rue Jean-Bouton (12<sup>e</sup>) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
- A Marseille: le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au siège du « Proletaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).

## Les éternels innocents...

Le 15-10-73, *L'Humanité* publiait l'« Appel au peuple chilien » du P.C. chilien, où celui-ci tirait ses leçons et exposait ses perspectives à la suite du coup d'Etat militaire. Après avoir confirmé l'ensemble de ses positions de principe, qui ont laissé la voie ouverte au déchaînement de la violence blanche (voir notre éditorial du *Proletaire* n° 158), le P.C. chilien « estime, d'autre part, que le moment actuel n'est pas précisément le moment le plus favorable pour discuter des erreurs commises par le gouvernement et l'Unité Populaire dans son ensemble ou tel ou tel secteur politique en particulier. (...) l'essentiel est précisément de maintenir et de développer leur unité pour faire face à la dictature militaire et de comprendre dans un esprit unitaire les nouvelles tâches que la classe ouvrière et le peuple ont à affronter. »

Voici ce que Marx écrivait dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* de ces représentants du courant démocrate toujours renaissant:

« ... le démocrate, parce qu'il représente la petite bourgeoisie, par conséquent une classe intermédiaire, au sein de laquelle s'émoussent les intérêts de deux classes opposées, s'imaginent être au-dessus des antagonismes de classe. Les démocrates reconnaissent qu'il ont devant eux une classe privilégiée, mais eux, avec tout le reste de la nation, ils constituent le peuple. Ce qu'ils représentent, c'est le droit du peuple; ce qui les intéresse, c'est l'intérêt du peuple. Ils n'ont donc pas besoin, avant d'engager une lutte, d'examiner les intérêts et les positions des différentes classes. Ils n'ont pas besoin de peser trop minutieusement leurs propres moyens. Ils n'ont qu'à donner le signal pour que le peuple fonce avec toutes ses ressources inépuisables sur ses oppresseurs. Mais si, dans la pratique, leurs intérêts apparaissent sans intérêt, et si leur puissance se révèle comme une impuissance, la faute en est ou aux sophistes criminels qui divisent le peuple indivisible en plusieurs camps ennemis, ou à l'armée qui est trop abrutée et trop aveuglée pour considérer les buts de la démocratie comme son propre bien, ou encore, c'est qu'un détail d'exécution a tout fait échouer, ou, enfin, c'est qu'un hasard imprévu a fait perdre cette fois la partie. En tout cas, le démocrate sort de la défaite la plus honteuse tout aussi pur qu'il était innocent lorsqu'il est entré dans la lutte, avec la conviction nouvelle qu'il doit vaincre, non pas parce que lui et son parti devront abandonner leur ancien point de vue, mais parce que, au contraire, les conditions devront mûrir. »

# Une caricature d'internationalisme

Le secrétaire de la Fédération internationale des travailleurs de la Chimie, Charles Levinson, champion d'un « syndicalisme multinational » adapté à ce qu'il appelle la « nouvelle réalité économique », dénonce, dans une interview au Monde (19-10-1973) la collaboration de l'U.R.S.S. aux surprofits des firmes multinationales. Il rappelle : « Quand une entreprise devient partenaire à 50 % avec un trust d'Etat des pays de l'Est, ce qui arrive tous les jours désormais, cela signifie que les syndicalistes d'Europe orientale deviennent des associés de nos trusts capitalistes puisqu'ils participent chez eux à la gestion de la production nationalisée (...) Suivant cette méthode, les entreprises capitalistes investissent de la plus-value et l'Etat socialiste fournit du travail et des matières brutes. Comme les grandes entreprises occidentales n'investissent pas pour perdre de l'argent au nom de la paix du monde et de la détente (sinon l'idéologie communiste est à réviser...) il faut qu'elles fassent des bénéfices. Ainsi, elles reçoivent une partie de la production installée dans les pays de l'Est qu'elles revendent ensuite en Occident. C'est-à-dire qu'elles viennent vendre sur nos marchés des produits fabriqués avec les salaires à bon marché de l'Est... »

Tout cela est incontestable, et le réalisme bourgeois de Levinson, même inspiré par le chauvinisme occidental (« nos marchés ! ») s'approche plus de la vérité sur la nature de classe de l'U.R.S.S. et les rapports interimpérialistes que le « marxisme » d'un Mandel, qui voit contre toute évidence le marché mondial capitaliste amputé progressivement de « nouvelles régions » et la « sphère géographique de l'accumulation du capital » réduite de plus en plus « depuis la victoire de la révolution socialiste d'Octobre en Russie » (Critiques de l'Economie Politique, n° 13-14, p. 47). Mais que vaut « l'internationalisation » des luttes syndicales pour faire face aux firmes multinationales, à laquelle appelle M. Levinson, adhérent d'une fédération de syndicats « libres », c'est-à-dire enchaînés à l'idéologie bourgeoise ?

Que les lois de l'économie marchande imposent l'exploitation tou-

jours plus intense du prolétariat, partout où il y a salariat, marché, échange, quelle que soit l'étiquette — ouvertement capitaliste ou prétendument socialiste — que se donnent les Etats chargés d'assurer le maintien du mode de production capitaliste, c'est l'ABC du communisme. Que la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie soit, par nature, internationale, que le communisme ne puisse vaincre qu'à l'échelle mondiale, cela est affirmé dès le Manifeste Communiste. Qu'enfin, l'évolution du capitalisme « tende à la constitution d'un trust unique, mondial, englobant toutes les entreprises sans exception et tous les Etats sans exception », mais que cette tendance soit contrecarrée par les contradictions du capitalisme, et par les séismes sociaux qui en résultent, Lénine l'affirmait en 1915 dans la Préface au livre de Boukharine sur *L'Economie mondiale et l'impérialisme*, qui mettait en évidence les tendances simultanées à l'internationalisation et à la nationalisation du capital. Mais pour M. Levinson et autres observateurs réalistes de la même espèce, tout cela est nouveau : « Depuis 1953, je ne cesse de répéter que nous vivons l'une des plus grandes transformations du système économique qui aient jamais existé » : la « gauche traditionnelle » (entendez le marxisme) et sa doctrine sont menacées de « désuétude » devant la nouveauté que représente « la croissance des compagnies multinationales » par laquelle « l'économie mondiale est en train d'être bouleversée de fond en comble » (Le Monde du 19-10-1973). Et comme d'habitude, la découverte de phénomènes nouveaux sert à réintroduire de vieux thèmes opportunistes. En effet, le « syndicalisme multinational » n'est qu'une forme de trade-unionisme, et du plus borné. Ses perspectives planétaires recourent en fait le souhait de... faire de la collaboration de classes à échelle plus vaste. Il va de soi, dans cette vision administrative de la lutte revendicative, que « le pouvoir syndical est obligé de s'exercer

symétriquement au pouvoir de la compagnie » : dans cette position « symétrique », qui suppose le maintien de tous les rapports de production capitalistes, les ouvriers pourront « contraindre les directions des firmes multinationales à discuter de leurs investissements avec les travailleurs qu'elles emploient » (Levinson, *Le Monde Diplomatique*, mai 1973) grâce à des « conseils mondiaux » (un par firme à envoyer internationale), qui pourront « obtenir des conventions collectives internationales », « niveler par le haut les salaires » à l'intérieur de chaque firme : c'est ce que Levinson appelle « contester internationalement le pouvoir des firmes » : la contestation, comme on le sait, est l'antithèse de la révolution...

De même que cette vision, basée sur une réédition de la théorie kautskienne de l'ultra-impérialisme, nie de fait le caractère insoluble des contradictions capitalistes, elle

escamote totalement le rôle des Etats nationaux : « Dans la plupart des pays, l'avenir des travailleurs et le destin de leurs familles tendent de plus en plus à être suspendus à des décisions sur lesquelles les gouvernements n'ont aucun contrôle ». Pour Levinson, les grandes sociétés « échappent » à tout pouvoir d'Etat : mais que représentent alors les Etats, qui pourtant sont loin de déperir ? des survivances ou tout au plus des représentants virtuels de l'intérêt « collectif » faisant ce qu'ils peuvent face aux trusts géants dont les mouvements de capitaux compromettent leurs efforts de stabilisation nationale des taux d'intérêt et de la monnaie. Ainsi se trouve complètement escamoté le rôle réel des Etats, qui constituent dans chaque pays le « pouvoir spécial de répression » de la classe dominante, et sont d'autre part les agents d'intérêts nationaux concurrents dont les heurts mèneront les impérialis-

mes rivaux à la guerre, si la révolution ne la prévient pas.

Quant au caractère international de la lutte des classes, il ne dépend pas de la « nouveauté » (toute relative, on l'a vu) des firmes multinationales : d'une part, la solidarité des bourgeoisies contre le prolétariat ne se limite pas aux réseaux de telle ou telle grande firme, mais surtout, comme le rappelait Lénine dans *Que faire ?*, l'unité du prolétariat ne se place pas sur le terrain de l'« économisme » sur lequel se cantonnent les réformistes à la Levinson ; elle se constitue à partir de l'ensemble des antagonismes qui naissent de l'oppression capitaliste, et ces poussées, qui sont la base matérielle de la lutte, ne peuvent être canalisées et concentrées que par un parti politique, non par un syndicat qu'elles dépassent largement : le seul « contre-pouvoir ouvrier » (pour reprendre un terme de Levinson) qui signifie quelque chose, c'est le prolétariat constitué en classe sous la direction de son parti, qui abattra les puissants Etats de la bourgeoisie pour les remplacer par son propre Etat dictatorial.

# Capitalisme vampire

(Suite de la page 1)

d'autres pays arriérés, arrache à leurs conditions de vie archaïques et transplante brutalement dans ses usines ; ils ne connaissent pas la langue, ils ne savent rien des machines, ils n'ont pas la discipline d'usine que des dizaines d'années de violence capitaliste ont fait entrer dans la chair du prolétariat « occidental ». Mais « devant le capital tous les hommes sont égaux » dans la mesure où ils ne sont que « du temps de travail personnifié ».

L'absorption de travail vivant est en effet, comme l'explique Marx, la véritable « raison de vivre » du capital : « Le capital n'a qu'un penchant naturel, qu'un mobile unique : il tend à s'accroître, à créer une plus-value, à absorber, au moyen de sa partie constante, les moyens de production, la plus grande masse possible de travail extra. Le capital est du travail mort qui, semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant le travail vivant, et sa vie est d'autant plus allègre qu'il en pompe davantage ».

D'où la tendance à allonger la durée du travail au détriment de la vie même du travailleur : « ...dans sa passion aveugle et démesurée de travail extra, le capital dépasse non seulement les limites morales, mais encore la limite physiologique extrême de la journée de travail. Il usurpe le temps qu'exigent la croissance, le développement et l'entretien du corps en bonne santé. Il vole le temps qui devrait être employé à respirer l'air libre et à jouir de la lumière du soleil. Il lésine sur le temps des repas et l'incorpore, toutes les fois qu'il le peut, au procès même de la production, de sorte que le travailleur, rabaisé au rôle de simple instrument, se voit fournir sa nourriture comme on fournit du charbon à la chaudière. Il réduit le temps du sommeil, destiné à renouveler et à rafraîchir la force vitale, au minimum d'heures de lourde torpeur sans lequel l'organisme épuisé ne pourrait plus fonctionner. Bien loin que ce soit l'entretien normal de la force de travail qui serve de règle pour la limitation de la journée de travail, c'est au contraire la plus grande dépense possible par jour, si violente et si pénible qu'elle soit, qui règle la mesure du temps de répit de l'ouvrier. Le capital ne s'inquiète point de la durée de la force de travail. Ce qui l'intéresse uniquement, c'est le maximum qui peut en être dépensé en une journée. (...) La production capitaliste, qui est essentiellement production de plus-value, absorption de travail extra, ne produit donc pas seulement par la prolongation de la journée qu'elle impose la détérioration de la force de travail de l'homme, en la privant de ses conditions normales de fonctionnement et de développement, soit au physique, soit au moral, elle produit l'épuisement et la mort précoce de cette force. Elle prolonge la période productive du travailleur pendant un certain laps de temps en abrégant la durée de sa vie » (Le Capital, Livre I, chapitre X).

C'est pourquoi l'essor capitaliste s'est accompagné d'une véritable dégénérescence physique et morale de la classe laborieuse au XIX<sup>e</sup> siècle. Ce qui n'empêche pas les paroles de Marx d'être encore vraies en notre siècle de « Progrès » où, avec l'aide de l'opportunisme, l'exploitation capitaliste perpétue sa férocité : la statistique bourgeoise montre en effet que ce sont toujours les ouvriers qui ont la plus courte durée de vie de toutes les classes de la société ! Devant cet épuisement, et devant les dangereuses révoltes qu'il suscitait, l'Etat bourgeois a été forcé de promulguer des lois « humanitaires » pour préserver les conditions générales de la production capitaliste, au besoin contre l'avidité sans limite de chaque entrepreneur individuel. Il a donc institué une durée « légale » du travail — qui, grâce à de multiples artifices comme les « heures supplémentaires », etc., est d'ailleurs nettement inférieure à sa durée effective.

Mais cette limitation du temps de travail n'a pas empêché, au contraire, les quantités de travail extorquées aux prolétaires de croître de manière vertigineuse, grâce à l'augmentation de l'intensité du travail : « Dès que la loi abrège la journée de travail, la machine se transforme aussitôt entre les mains du capitaliste en moyen systématique d'extorquer à chaque moment plus de labeur. Mais pour que le machinisme exerce cette pression supérieure sur ses servants humains, il faut le perfectionner, sans compter que le raccourcissement de la journée force le capitaliste à tendre tous les ressorts de la production et à en économiser les frais » (Le Capital, ch. XV). L'intensification du travail signifie augmentation des cadences, travail aux pièces, chronométrage, étude de postes pour ne pas perdre le moindre geste, tension soutenue et constante du travailleur, usure physique et nerveuse plus rapide, affaiblissement, perte d'attention, et donc accidents, mutilations ou mort du travail vivant pour la plus grande prospérité du capital. Que l'intensification du travail soit à la base des accidents du travail, cela ne fait pas de doute même pour les bourgeois : « depuis 1969, les accidents du travail tendent à devenir plus graves, ce qui coïncide avec des hausses particulièrement fortes de la productivité » (Le Monde, 25-9-73).

L'activité de rafistolage des travailleurs sacrifiés sur l'autel de l'« économie nationale », et de prévention de certains excès des capitalistes individuels dans l'intérêt de la conservation capitaliste en général, est actuellement confiée à des organismes d'Etat comme l'Inspection du Travail (créée à la fin du siècle dernier sous la dépendance directe du Ministère de l'Intérieur...) ou des organismes à financement patronal comme la Médecine du travail (instituée en France par une loi d'octobre 1946, alors que le P.C.F. était au gouvernement). Pour montrer de quels intérêts s'inspire ce

genre d'institution, nous citerons l'Organisation Mondiale de la Santé, organisation « humanitaire » et philanthropique bourgeoise liée à l'O.N.U. ; selon le directeur général de l'O.M.S., le médecin du travail est le « conseiller de chaque salarié pour la gestion de son moyen biologique de travail, et le conseiller de l'entreprise pour la gestion de son capital biologique ». L'efficacité des services médicaux du travail se calcule « en se fondant sur la productivité des travailleurs (nombre d'unités produites par homme/heure), sur la réduction de l'absentéisme dû à la maladie, sur l'abaissement du coût des soins médicaux et de la réadaptation, et sur la diminution des versements au titre de l'assurance-maladie. Les avantages indirects d'un programme de médecine du travail, qui dépassent souvent les avantages directs, se traduisent essentiellement par une amélioration de l'état d'esprit des travailleurs [allusion à la fonction réformiste de la médecine du travail et de l'assistanat social, qui cherchent à atténuer les antagonismes et à juguler « l'esprit revendicatif » par une action tampon sur les « cas sociaux » isolés], une productivité accrue, une économie d'efforts, une prévention de la fatigue et une prolongation de la vie active [c'est-à-dire du temps pendant lequel le capital peut exploiter la force de travail] ». (Discours du directeur général de l'O.M.S., Chronique O.M.S., décembre 1972 — souligné par nous.)

Voilà quel est le sens objectif des mesures préconisées par l'opportunisme réformiste, qui a participé à la mise en place de la médecine du travail, et qui continue à préconiser pour enrayer les accidents du travail le développement des comités d'hygiène et de sécurité, de la médecine et de l'inspection du travail (cf. *L'Humanité*, 4-9-73), ceuvrant tout à fait, là comme partout, dans le sens des intérêts généraux de la bourgeoisie.

Les intérêts du prolétariat sont tout autres. La lutte contre les accidents du travail est inséparable de la lutte contre l'exploitation et la fatigue, dont ils ne sont qu'une des conséquences inéluctables. C'est pourquoi les communistes qui veulent utiliser les luttes économiques comme levier de l'émancipation du prolétariat, lient la lutte contre les accidents du travail à la revendication de la réduction radicale et immédiate de la durée et de l'intensité du travail, qui intéresse l'ensemble de la classe ouvrière par-delà les catégories, et qui est la seule mesure capable d'alléger le joug pesant sur les esclaves salariés.

## Les courtisans de la boutique

Une des récentes péripéties de la vie parlementaire a pris un relief particulier du fait que le but du remue-ménage dans l'hémicycle était une large opération publicitaire vis-à-vis du troupeau électoral de la boutique et de l'échoppe. Il s'agit du vote de la loi Royer, du nom de ce ministre qui « part en guerre contre les grandes surfaces », accusées de sucer le sang des consommateurs et de briser les reins des boutiquiers.

Quelqu'un aurait-il dénoncé la mascarade consistant à présenter comme « défense du boutiquier » et de « toute la population » ce qui n'est qu'un épisode de la concurrence livrée par le grand commerce des nouveaux venus — les hypermarchés — au grand commerce et à la finance des grands magasins traditionnels implantés depuis longtemps au centre des villes ? Personne, évidemment... Et si tout le monde, dans les couloirs, a parlé de démagogie, personne n'a voté contre le fameux projet, puisque de toute façon tout le monde est bien convaincu qu'une telle loi est inapplicable !...

Si l'on n'entre pas dans les détails des mesures prises, les partis gouvernementaux promettent à la petite-bourgeoisie de panser ses maux — qui proviennent du développement du capitalisme et donc de l'inévitable élimination de la petite bourgeoisie par la grande — avec le baume de la loi. Comme si la loi parlementaire pouvait juguler la loi économique !

Les partis de gauche, eux, disent à l'apprenti-capitaliste — qui dans 90 % des cas deviendra un prolétaire — : « le monopole veut ta perte, aide-nous à aller au gouvernement. En contrôlant le monopole par la loi, en utilisant le crédit aussi pour le petit

commerce, nous supprimerons la lutte entre le grand et le petit capital, nous te redonnerons une cure de jeunesse et te conduirons sans heurt vers le progrès. »

Qu'y a-t-il donc de différent entre l'opposition et la majorité ? Simplement que la gauche, qui se dit socialiste, communiste, etc., prétend que la société à venir serait justement cette société donquichottesque où le député ferait baisser la tête au monopole, alors que ce que nous enseigne la théorie et que nous a toujours confirmé l'histoire, c'est que le monopole est capable d'acheter n'importe quel député, n'importe quel gouvernement, laissant à ces derniers la tâche ingrate de camoufler cette sordide réalité sous le masque de la vertu démocratique.

A l'opposé de toute cette démagogie petite-bourgeoise et opportuniste, le marxisme sait que c'est le capitalisme lui-même qui par le jeu de la concentration, accule inéluctablement le boutiquier à la ruine — mais il n'a nullement à lui promettre que son avenir sera assuré en tant que boutiquier :

« Du paysan qui nous demande de maintenir la propriété parcelaire, nous ne pourrions jamais faire un camarade, pas plus que du petit patron qui veut rester éternellement petit patron. Ces gens sont à leur place chez les antisémites. Qu'ils aillent chez eux entendre la promesse que leur petite entreprise sera sauvée. » (Engels, *La question paysanne en France et en Allemagne*.)

Ce n'est pas par la conservation de la boutique, mais par la destruction du capitalisme que disparaîtra la misère, y compris celle qu'engendre la concentration de la production et de la distribution.

directeur-gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »

232, r. de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>

distribué par les N.M.P.P.